



**ENSEMBLE,
CONSTRUIRE
UN MONDE JUSTE
ET FRATERNEL**

COMMUNIQUÉ DE PRESSE 25/04/2019

Enfance & familles • Logement / personnes à la rue • Emploi & insertion • Prisons • Migrants / gens du voyage Urgences France • Urgences internationales • Plaidoyer international

Après le Grand débat national

La réponse n'est pas à la hauteur de l'urgence sociale et écologique, ni des attentes des citoyens les plus pauvres

Le Secours Catholique a organisé 200 débats pour faire entendre la parole des personnes en situation de précarité.

Car la question de notre temps est : Comment relever le défi de la transition écologique, et *en même temps* permettre à chacun de vivre dignement, avec un revenu décent, l'accès aux soins, la possibilité de se déplacer, se loger, se nourrir correctement ?

Or les réponses apportées par le Président de la République ne sont pas à la hauteur des attentes exprimées. Ne pas écouter le cri des plus fragiles, c'est courir le risque d'accroître encore le fossé entre les citoyens et les dirigeants et mettre en danger la démocratie.

Justice sociale : des annonces en demi-teinte

Le Secours Catholique se réjouit de l'initiative prise pour garantir le versement des pensions alimentaires, et réduire ainsi la grande vulnérabilité des femmes seules avec enfants. Il **salue aussi l'engagement de poursuivre l'implantation des Maisons de services au public (MSAP)**, même s'il faudra veiller à la qualité du service, avec une présence humaine adaptée pour contrer la fracture numérique, et à leur proximité suffisante.

La ré-indexation des retraites et la revalorisation des petites retraites, de même que la reconnaissance du rôle des aidants, sont bienvenues, mais **les minimas sociaux, eux, ne sont pas réindexés** : au lieu de garantir à chacun les « moyens convenables d'existence » inscrits dans la Constitution, **le gouvernement fait porter les économies budgétaires par les plus pauvres**. En reconduisant les primes exonérées de cotisations sociales, il prépare les déficits à venir de la protection sociale.

Justice fiscale en recul

En matière fiscale, le Secours Catholique ne comprend ni ne soutient les choix du Président. En effet, **les citoyens**, et notamment les plus précaires, **demandent plus de justice fiscale**. Or le **gouvernement décide de réduire notre seul impôt progressif**, l'impôt sur le revenu. Seuls ceux qui le paient (43% des Français) en bénéficieront. Statu quo, en revanche, pour la TVA et autres taxes sur la consommation, qui pèsent plus fortement, en proportion des revenus, sur les plus modestes. Concernant la fiscalité sur les hauts patrimoines et la lutte contre l'évasion fiscale, le chef de l'État remet à plus tard des décisions qui contribueraient pourtant à restaurer la confiance et le consentement à l'impôt. Enfin, **le Secours catholique regrette le silence du chef de l'Etat concernant la fiscalité écologique**, malgré les nombreuses propositions émises ces dernières semaines en faveur d'une contribution climat solidaire.



**ENSEMBLE,
CONSTRUIRE
UN MONDE JUSTE
ET FRATERNEL**

Justice écologique : les mots ne suffisent plus

Ces derniers mois, en parallèle des « Gilets jaunes », s'est développé un mouvement croissant pour tirer l'alarme climatique et demander une transition juste. Cette même impatience transparait du Grand débat, et nos débats montrent que les plus pauvres ont eux aussi une conscience vive de la gravité de l'enjeu. **Tout en notant avec satisfaction la centralité que le président de la République entend donner au climat dans la politique future du gouvernement, le Secours Catholique est déçu du manque d'engagements concrets et immédiats sur le sujet.** Certains enjeux méritent certes d'être approfondis par le débat citoyen, mais le gouvernement aurait dû sans attendre décréter la mobilisation générale contre les passoires thermiques, et en finir avec les exonérations fiscales dont bénéficient des activités polluantes, comme le transport aérien.

Justice territoriale et démocratie : des annonces bienvenues

Le Secours Catholique se réjouit de l'annonce d'un nouvel acte de décentralisation et de la prise en compte d'une plus grande participation des citoyens au processus de décision. L'association veillera à ce que les citoyens en situation de précarité soient réellement associés à ces instances de concertation.

« Tout ce qui se dit là, il faut que ça remonte », nous ont demandé les plus précaires. Aussi, le Secours Catholique entend poursuivre son engagement et participer aux débats des prochains mois. Localement, les citoyens ont pris goût au débat, les plus précaires ont pris conscience de leur communauté de destin, et de la force de leurs idées. Cet élan-là, le Secours Catholique l'accompagnera afin que chacun puisse prendre la parole et que nous puissions construire et mener ensemble la transition écologique et sociale qui s'impose.

Notes aux rédactions

- **Entre janvier et mars 2019, le Secours Catholique a mené près de 200 débats**, dans toute la France, avec des personnes en précarité et celles et ceux qui se battent à leurs côtés. Dès le 8 mars, il en remettait une synthèse au gouvernement intitulée **« Tout ce qui se dit là, il faut que ça remonte »**. Un document qui fait ressortir, citations à l'appui, les difficultés et aspirations des personnes en précarité, mais aussi des propositions fortes, qui débordent largement les 4 sujets mis sur la table. **Extrait** : *« Le Secours catholique a pu mesurer l'ampleur de la défiance que suscitent les responsables politiques nationaux. Et pourtant, nos concitoyens manifestent activement leur soif de contribuer. L'ouverture de ce Grand débat était, en soi, une promesse : celle d'entendre les doléances, les propositions des Français, et d'y apporter des réponses à la hauteur. La vigueur du débat oblige plus encore le gouvernement à ne pas la décevoir. »*
- **Le Secours Catholique est partie prenante du Pacte du pouvoir de vivre**, lancé avec 18 autres associations et syndicats début mars autour d'une idée simple : plus jamais on ne pourra traiter séparément les questions sociales et écologiques.

Contact Presse:

Sandrine Verdelhan

06 61 54 10 69

sandrine.verdelhan@secours-catholique.org



ENSEMBLE, CONSTRUIRE UN MONDE JUSTE ET FRATERNEL

Le Secours Catholique – Caritas France

En France, grâce à 3500 équipes locales (France métropolitaine et outre-mer) et un réseau de plus de 68 000 bénévoles et de 935 salariés, l'an dernier 1 440 000 personnes ont été accueillies et soutenues dans 2400 lieux d'accueil.

À l'international, en 2017, 687 opérations ont été menées dans 66 pays, en lien avec le réseau Caritas Internationalis (165 Caritas) et 3 millions de personnes ont été bénéficiaires de l'aide internationale.

Membres du Réseau Caritas France : Association des Cités du Secours Catholique, Fondation Caritas France, Fondation Jean Rodhain, Tissons la Solidarité, Foncière Caritas Habitat, Foncière Chênelet, Fédération de Charité Caritas Alsace, Fédération Solidarauto, Réseau Eco-Habitat, CCSC, Agence immobilière sociale Caritas IdF.